

SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis

N. 1

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI LUNEDÌ 30 NOVEMBRE 1992

Raccomandazione n. 526

sulla politica europea della sicurezza - Risposta alla trentasettesima relazione annuale del Consiglio: l'Unione europea, l'UEO e i seguiti di Maastricht

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. Se prononce résolument en faveur de la ratification du Traité de Maastricht par tous les pays signataires;

2. Considère que le Traité de Bruxelles modifié constitue le seul traité fondant une solidarité proprement européenne en matière de défense et, comme tel, la base incontournable d'une Union européenne dans ce domaine;

3. Elle rappelle ses Recommandations n° 490 et 504 par lesquelles elle demandait au Conseil de réviser le traité pour l'adapter à la situation nouvelle de l'Eu-

rope sans affaiblir les obligations qu'il comporte;

4. Elle constate que le Traité de Maastricht reconnaît cette réalité et précise que l'UEO fait partie du processus d'Union européenne;

5. Elle estime que, pour que l'UEO puisse assumer le rôle qui lui a été ainsi attribué, tant par l'article I du Traité de Bruxelles modifié que par le Traité de Maastricht, il est indispensable que le Traité de Bruxelles modifié continue à être appliqué de façon rigoureuse;

6. Elle constate que le Conseil paraît user de moyens variés pour minimiser

l'importance et la portée juridique du traité, pour en contourner les clauses, pour en affaiblir la portée politique, notamment:

(i) en affectant d'ignorer la façon dont sont exercées les compétences données à l'UEO par les articles I, II et III du Traité de Bruxelles modifié dont l'exercice a été confié à d'autres organisations, ainsi qu'il apparaît au paragraphe 4 de la réponse à la Recommandation n° 517, alors que le paragraphe 3 de la réponse aux Questions écrites n°s 302 et 303 reconnaît la compétence de l'Assemblée pour « toutes questions relevant du Traité de Bruxelles »;

(ii) en ne s'accordant pas avec l'OTAN pour « éviter tout double emploi », comme l'exige l'article IV, ainsi qu'il ressort des décisions parallèles de l'OTAN et de l'UEO concernant le déploiement naval destiné à faire respecter l'embargo décidé par le Conseil de sécurité contre la Serbie et le Monténégro, ainsi que l'envoi de forces armées de pays membres pour escorter l'aide humanitaire destinée à la Bosnie-Herzégovine;

(iii) en introduisant, par la Déclaration de Petersberg, une réserve, qui semble revêtir une portée générale, concernant l'application de l'article V;

(iv) en se fondant à tort sur l'article VII pour justifier cette réserve, comme il le fait dans sa réponse à la Question écrite n° 301;

(v) en ne faisant pas état, dans la deuxième partie de son Trente-septième rapport annuel, de l'Agence pour le contrôle des armements, organe subsidiaire du Conseil, comme l'implique l'article VIII;

(vi) en violant, de ce fait, l'article IX;

(vii) en restreignant, d'autre part, la portée de cet article:

(a) en ne communiquant pas à l'Assemblée des documents importants sur son activité;

(b) en prévoyant la mise en œuvre de la Déclaration de Petersberg, pour ce qui concerne l'élargissement de l'UEO et la création de statuts de membre associé et d'observateur, sans que l'Assemblée ait pu en délibérer;

(viii) en n'appliquant pas les stipulations de l'article XI aux États qu'il appelle à devenir membres associés de l'UEO;

(ix) en faisant prévaloir une interprétation arbitraire de l'article XII et en ne donnant pas suite au paragraphe 21 de la Recommandation n° 517 qui déclare que l'Assemblée considère que la période de cinquante ans ne court que depuis 1954 et où l'Assemblée invite le Conseil ministériel à soumettre cette question à l'arbitrage de personnalités indépendantes;

7. Elle considère qu'en procédant de la sorte, le Conseil, loin de préparer l'élaboration d'une Union européenne aux compétences et aux responsabilités nettement précisées, semble affaiblir une telle perspective.

ELLE RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De rendre effectivement compte à l'Assemblée de tous les aspects de l'application du Traité de Bruxelles modifié, même dans les cas où les compétences que ce traité lui attribue sont exercées dans d'autres enceintes, ainsi qu'il s'est, à plusieurs reprises, engagé à la faire;

2. De rechercher avec l'OTAN une entente permettant d'éviter tout double emploi, tout en laissant à l'UEO la possibilité d'exercer pleinement les responsabilités que lui confie l'article VIII du Traité de Bruxelles modifié;

3. De ne procéder à aucune modification de la portée du Traité de Bruxelles modifié par d'autres voies que des accords internationaux soumis à ratification;

4. De rendre compte dans son rapport annuel de l'application des Protocoles n^{os} II, III et IV;

5. De fournir, en temps utile, à l'Assemblée toute l'information dont elle a besoin pour exercer le mandat qui lui a été confié par l'article IX, notamment:

en répondant sans délai à la Question écrite n^o 305 demandant au Conseil de faire connaître à l'Assemblée son organigramme,

en revenant sur son refus de répondre à la Question écrite n^o 304, demandant des indications précises sur les résultats des opérations de la force navale coordonnée par l'UEO en Adriatique,

en communiquant:

le rapport sur les mesures pratiques nécessaires au développement d'étroites relations de travail avec l'Union européenne et l'Alliance atlantique;

les propositions du Conseil permanent en vue de promouvoir la coopération entre les secrétariats respectifs de ces organisations;

son rapport sur le mandat de la Cellule de planification de l'UEO;

son rapport sur les missions éventuelles des forces de l'UEO;

son rapport sur la coopération en matière d'armement;

son rapport sur les activités en cours de l'UEO dans le domaine spatial;

son rapport sur les activités en cours de l'UEO dans le domaine de la vérification des accords de contrôle des armements et de mise en œuvre du Traité Ciel ouvert;

son rapport sur les activités du sous-groupe Méditerranée;

6. De donner suite au paragraphe 21 de la Recommandation n^o 517 par lequel:

« Constatant que l'Assemblée estime que la période de cinquante ans, fixée

par l'article XII du Traité de Bruxelles modifié, court depuis la ratification de l'Accord de 1954, tandis que le Conseil considère que le point de départ de ce décompte se situe en 1948,

L'ASSEMBLÉE RECOMMANDE VIVEMENT

Que la question soit soumise à l'arbitrage d'un groupe de juristes européens indépendants ».

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considère que l'Union européenne a vocation à associer tous les pays d'Europe centrale;

(ii) Se félicite de ce que le Conseil ait, après l'Assemblée, entrepris d'examiner avec ces pays les conditions d'une organisation de la sécurité collective en Europe;

(iii) Constate que les informations qu'elle a reçues concernant les demandes adressées par certains de ces pays sur les démarches qu'ils auraient effectuées auprès du Conseil ne correspondent pas à celles qu'elle reçoit du Conseil;

(iv) Considère que le rapprochement des pays de l'Europe centrale avec l'Union européenne implique que ceux-ci fondent, dès maintenant, leurs relations sur les principes qui régissent les relations entre les pays membres de l'UEO.

ELLE RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De développer ses échanges avec la CSCE en vue de lui permettre de contribuer plus efficacement au maintien de la paix en Europe;

2. D'offrir aux pays de l'Europe centrale l'aide technique qu'ils pourraient demander, notamment pour leur permettre de mieux participer aux opérations de vérification de tous les accords sur le

désarmement ou la limitation des armements auxquels ils auraient adhéré;

3. De répondre favorablement aux demandes adressées par certains de ces pays pour mieux assurer la restauration de la confiance et le maintien de la paix en Europe centrale;

4. De s'organiser de telle façon que les demandes adressées à la présidence en

exercice parviennent effectivement au Conseil et fassent l'objet d'une véritable concertation;

5. D'insister auprès du gouvernement de la Hongrie et de celui de la Slovaquie pour qu'ils soumettent le différend qui les oppose à des procédures de conciliation analogues à celles qui figurent à l'article X du Traité de Bruxelles modifié.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione 526**

sulla politica europea della sicurezza - Risposta alla trentasettesima relazione annuale del Consiglio: l'Unione europea, l'UEO e i seguiti di Maastricht

L'ASSEMBLEA,

1. Si pronuncia risolutamente a favore della ratifica del Trattato di Maastricht da parte di tutti i paesi firmatari;

2. Considera che il Trattato di Bruxelles modificato costituisce il solo Trattato su cui si fonda una solidarietà propriamente europea in materia di difesa e come tale costituisce la base indefettibile di una Unione europea in questo settore;

3. Richiama le sue Raccomandazioni nn. 490 e 504 con le quali chiedeva al Consiglio di modificare il Trattato per adattarlo alla nuova situazione europea senza indebolire gli obblighi che esso comporta;

4. Constata che il Trattato di Maastricht riconosce questa realtà e precisa che l'UEO fa parte del processo dell'Unione europea;

5. Ritiene che, affinché l'UEO possa assumere il ruolo che le è stato così attribuito sia da parte dell'articolo I del Trattato di Bruxelles modificato che da parte del Trattato di Maastricht, è indispensa-

bile che il Trattato di Bruxelles modificato continui ad essere applicato in modo rigoroso;

6. Constata che il Consiglio sembra avvalersi di vari mezzi per minimizzare l'importanza e la portata giuridica del Trattato, per aggirarne le clausole, per indebolirne la portata politica, segnatamente:

i) fingendo di ignorare il modo nel quale sono esercitate le competenze attribuite all'UEO dagli articoli I, II e III del Trattato di Bruxelles modificato il cui esercizio è stato affidato ad altre organizzazioni, così come risulta dal paragrafo 4 della risposta alla Raccomandazione n. 517, mentre il paragrafo 3 della risposta alle interrogazioni scritte nn. 302 e 303 riconosce la competenza dell'Assemblea per ogni « questione derivante dal Trattato di Bruxelles »;

ii) non accordandosi con la NATO per « evitare ogni doppio impiego », giusta il disposto dell'articolo IV, come risulta dalle decisioni parallele della NATO e dell'UEO riguardo allo spiegamento navale destinato a fare rispettare l'embargo deciso dal Consiglio di sicurezza contro la

Serbia e il Montenegro, nonché all'invio delle forze armate dei paesi membri per scortare l'aiuto umanitario destinato alla Bosnia Erzegovina;

iii) introducendo con la Dichiarazione di Petersberg una riserva, che sembra assumere una portata generale — riguardo all'applicazione dell'articolo V;

iv) basandosi a torto sull'articolo VII per giustificare tale riserva, come il Consiglio fa nella risposta alla Interrogazione scritta n. 301;

v) non menzionando, nella seconda parte della sua trentasettesima relazione annuale, l'Agenzia per il controllo degli armamenti, organo sussidiario del Consiglio, come implica l'articolo VIII;

vi) violando in tal modo l'articolo IX;

vii) limitando per altro verso la portata di questo articolo:

a) non comunicando all'Assemblea documenti importanti sulla sua attività;

b) prevedendo l'esecuzione della Dichiarazione di Petersberg, per quanto concerne l'allargamento dell'UEO e la creazione degli statuti di membro associato e di osservatore, senza che l'Assemblea abbia potuto deliberare in merito;

viii) Non applicando le disposizioni dell'articolo XI agli stati che il medesimo Consiglio chiama a diventare membri associati dell'UEO;

ix) facendo prevalere un'interpretazione arbitraria dell'articolo XII e non dando seguito al paragrafo 21 della Raccomandazione n. 517, che dichiara che l'Assemblea considera che il periodo di cinquanta anni decorre a partire dal 1954 e nella quale l'Assemblea stessa invita il Consiglio ministeriale a sottoporre questa questione all'arbitrato di personalità indipendenti;

7. Considera che, procedendo in questo modo, il Consiglio, lungi dal preparare l'elaborazione di una Unione europea dalle competenze e dalle responsabilità

nettamente precisate, sembra indebolire una tale prospettiva;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di rendere effettivamente conto all'Assemblea di tutti gli aspetti dell'applicazione del Trattato di Bruxelles modificato, anche nei casi in cui le competenze che questo trattato gli attribuisce sono esercitate in altri ambiti, così come si è impegnato a fare a più riprese;

2. Di ricercare con la NATO un'intesa che permetta di evitare ogni doppio impiego, lasciando però all'UEO la possibilità di esercitare pienamente le responsabilità affidatele dall'articolo VIII del Trattato di Bruxelles modificato;

3. Di non procedere a nessuna modifica della portata del Trattato di Bruxelles modificato per altre vie che non siano accordi internazionali sottoposti a ratifica;

4. Di rendere conto nella sua relazione annuale dell'applicazione dei Protocolli nn. II, III e IV;

5. Di fornire in tempo utile all'Assemblea tutte le informazioni delle quali ha bisogno per esercitare il mandato che le è stato affidato dall'articolo IX, segnatamente:

rispondendo senza indugio alla Interrogazione scritta n. 305, che chiede al Consiglio di far conoscere all'Assemblea il suo organigramma;

ritornando sul suo rifiuto di rispondere alla Interrogazione scritta n. 304, che chiede indicazioni precise sui risultati delle operazioni della forza navale coordinata dall'UEO nell'Adriatico;

comunicando:

la relazione sulle misure pratiche necessarie allo sviluppo di strette relazioni di lavoro con l'Unione europea e con l'Alleanza atlantica;

le proposizioni del Consiglio permanente al fine di promuovere la cooperazione tra le rispettive segreterie di queste organizzazioni;

la sua relazione sul mandato della Cellula di pianificazione dell'UEO;

la sua relazione sulle eventuali missioni delle forze dell'UEO;

la sua relazione sulla cooperazione in materia di armamento;

la sua relazione sulle attività in corso dell'UEO nel settore spaziale;

la sua relazione sulle attività in corso dell'UEO nel settore della verifica degli accordi di controllo degli armamenti e di esecuzione del Trattato Cielo aperto;

la sua relazione sulle attività del sottogruppo Mediterraneo;

6. Di dare seguito al paragrafo 21 della Raccomandazione n. 517 con la quale:

« Constatando che l'Assemblea ritiene che il periodo di cinquanta anni, fissato dall'articolo XII del Trattato di Bruxelles modificato, decorre a partire dalla ratifica dell'Accordo del 1954, laddove il Consiglio considera che il punto di partenza di questo decorso si situa invece nel 1948,

L'ASSEMBLEA RACCOMANDA VIVAMENTE:

Che la questione sia sottoposta all'arbitrato di un gruppo di giuristi europei indipendenti ».

L'ASSEMBLEA

i) Considera che l'Unione europea persegue la finalità di associare tutti i paesi dell'Europa centrale;

ii) Si rallegra del fatto che il Consiglio abbia, dopo l'Assemblea iniziato ad esaminare con questi paesi le condizioni di

una organizzazione della sicurezza collettiva in Europa;

iii) Consta che le informazioni che ha ricevuto riguardo alle richieste formulate da alcuni di questi paesi relativamente ai passi che essi avrebbero effettuato presso il Consiglio non corrispondono alle informazioni che essa riceve dal Consiglio medesimo;

iv) Considera che il riavvicinamento dei paesi dell'Europa centrale all'Unione Europea implica che tali paesi fondino, fin d'ora, le loro relazioni sui principi che regolano le relazioni tra i paesi membri dell'UEO.

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di sviluppare le relazioni con la CSCE al fine di poter contribuire più efficacemente al mantenimento della pace in Europa;

2. Di offrire ai paesi dell'Europa centrale l'assistenza tecnica che questi dovessero chiedere, segnatamente per consentire ad essi di partecipare in maniera migliore alle operazioni di verifica di tutti gli accordi sul disarmo o sulla limitazione degli armamenti ai quali tali paesi dovessero aderire;

3. Di rispondere favorevolmente alle richieste formulate da alcuni di questi paesi al fine di garantire in maniera migliore il ristabilimento di un clima di fiducia ed il mantenimento della pace in Europa centrale;

4. Di organizzarsi in modo che le richieste rivolte alla presidenza di turno pervengano effettivamente al Consiglio e siano oggetto di una reale concertazione;

5. Di insistere presso i governi dell'Ungheria e della Slovacchia perché sottopongano la vertenza che li riguarda a procedure di conciliazione analoghe a quelle previste dall'articolo X del Trattato di Bruxelles modificato.

